



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

L'après-crise, une troisième « fin des terroirs »?

Pierre Maclouf

Citer ce document / Cite this document :

Maclouf Pierre. L'après-crise, une troisième « fin des terroirs »?. In: Économie rurale. N°166, 1985. pp. 29-32;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1985.3141>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1985_num_166_1_3141

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Résumé

Y a-t-il encore une place pour le local et pour le rural dans la «sortie de crise» qui se dessine? Lethème du développement local a été étroitement associé, pendant les années 70, à la recherche d'un autre type de croissance, plus douce. Mais actuellement, l'idéologie de la modernisation, de la marche forcée en avant, s'est imposée au lieu de celle du « pas de côté ». La problématique locale peut paraître, dès lors, accessoire. De même, les mutations sociales et culturelles actuelles ne remettent-elles pas en cause la spécificité de la société rurale? Le «terroir», cette «région considérée à cause de ses caractères particuliers», a-t-il encore une existence propre? Or, sans cette identité-là, l'espace rural n'est plus qu'un point de localisation de logiques générales.

Mais le local est une composante de la nouvelle régulation qui tend à s'instaurer. Il est, de même, illusoire de vouloir diagnostiquer une nouvelle «fin des terroirs», survenant après la «fin des paysans». Il reste dès lors à articuler ces deux éléments, pour une logique de développement venue d'« en-bas». Depuis ces terres du Sud-Ouest ou d'ailleurs, dans l'épaisseur culturelle du présent, donner au local la capacité de mise en cause économique et sociale d'une modernisation qu'il s'agit d'infléchir sans la contourner.

Abstract

As we get ready to emerge from the current crisis, one wonders whether there will still be room for such concepts as « local » and « rural ». They were very present during the seventies when softer type of growth was aimed at. A quick leap forward under the ideology of modernization is now the dominant approach so any local angle may seem of secondary importance. Similarly, the concept of a specific rural society is in doubt under the influence of current social and cultural changes. The specificity of each small region or « terroir » is questioned and if those small regions have no real original features, then rural space must be subjected to the general logic of location analysis. Though two books have predicted the end of « terroirs » and of « peasants » there is still room for a local component for development from the grass roots, in the shaping of new forms of control which are being set up. Particular in south-western France, where cultural forces are strong, local forces must be given the power to question economic and social aspects of modernization in order to reorient it, not to stop it.

L'APRÈS-CRISE, UNE TROISIÈME « FIN DES TERROIRS » ?

Pierre MACLOUF*

Résumé :

Y a-t-il encore une place pour le local et pour le rural dans la « sortie de crise » qui se dessine ? Le thème du développement local a été étroitement associé, pendant les années 70, à la recherche d'un autre type de croissance, plus douce. Mais actuellement, l'idéologie de la modernisation, de la marche forcée en avant, s'est imposée au lieu de celle du « pas de côté ». La problématique locale peut paraître, dès lors, accessoire. De même, les mutations sociales et culturelles actuelles ne remettent-elles pas en cause la spécificité de la société rurale ? Le « terroir », cette « région considérée à cause de ses caractères particuliers », a-t-il encore une existence propre ? Or, sans cette identité-là, l'espace rural n'est plus qu'un point de localisation de logiques générales.

Mais le local est une composante de la nouvelle régulation qui tend à s'instaurer. Il est, de même, illusoire de vouloir diagnostiquer une nouvelle « fin des terroirs », survenant après la « fin des paysans ». Il reste dès lors à articuler ces deux éléments, pour une logique de développement venue d'« en-bas ». Depuis ces terres du Sud-Ouest ou d'ailleurs, dans l'épaisseur culturelle du présent, donner au local la capacité de mise en cause économique et sociale d'une modernisation qu'il s'agit d'infléchir sans la contourner.

Summary :

WILL THE POST-CRISIS PERIOD WITNESS A THIRD FINAL BREAKDOWN OF LOCAL DISTINCTIVE CHARACTERISTICS

As we get ready to emerge from the current crisis, one wonders whether there will still be room for such concepts as « local » and « rural ». They were very present during the seventies when softer type of growth was aimed at. A quick leap forward under the ideology of modernization is now the dominant approach so any local angle may seem of secondary importance. Similarly, the concept of a specific rural society is in doubt under the influence of current social and cultural changes. The specificity of each small region or « terroir » is questioned and if those small regions have no real original features, then rural space must be subjected to the general logic of location analysis. Though two books have predicted the end of « terroirs » and of « peasants » there is still room for a local component for development from the grass roots, in the shaping of new forms of control which are being set up. Particular in south-western France, where cultural forces are strong, local forces must be given the power to question economic and social aspects of modernization in order to reorient it, not to stop it.

Le thème de cette session de la SFER, « Espace agricole, espace rural », justifie ce titre provocant. Inscrite dans une problématique du développement local, elle pose à nouveau la question de la spécificité actuelle d'un espace rural dont la définition ne peut plus être envisagée uniquement en référence à l'agriculture.

Lieu social, l'espace ne peut être réduit ni à la pure et simple projection de logiques générales, structurelles, ni à la vision naturaliste d'une « organisation incréée ». Nous l'envisagerons ici comme « terroir » — et nous distinguerons ce terme de la connotation « archaïque » qui lui est généralement associée. Il peut être au contraire entendu comme une « région rurale considérée à cause des caractères particuliers de ceux qui y vivent » (1). Avançons ainsi l'idée de l'espace dans son altérité — ce qui permettait à Roland Barthes de définir le Sud-Ouest comme une « lumière ». De ce point de vue, la traduction par « la fin des terroirs » du titre de l'ouvrage de l'historien américain Eugen Weber (1983) (2) n'est pas approximative. Ce livre analyse en effet la déstructuration d'un ensemble de systèmes fondés sur des valeurs et des normes culturelles originales par rapport à la norme centrale.

L'image d'un « après-crise » est bien sûr empruntée au livre d'Alain Minc (1982). A la représentation purement négative de la crise peut être en effet substituée la vision schumpeterienne d'une période de « destruction créatrice » d'une exceptionnelle intensité. La crise actuelle peut être alors lue comme passage d'un mode de régulation à un autre : ce passage est aujourd'hui dépeint à traits enthousiastes sous la figure de la « modernisation ». Ce processus laisse-t-il encore une place à une diversité locale d'une part et, d'autre part, au « rural », qui est un des fondements de celle-ci ?

Ce texte est écrit depuis un univers de « terroirs » vivants : ceux du Sud-Ouest. Nous les considérons comme le matériau concret de toute pratique endogène de développement local. Peuvent-ils nous intéresser ici ?

Si la modernisation semble mettre en cause les notions mêmes de local et de rural, l'espace local et l'espace rural peuvent être au contraire perçus comme des composantes du nouveau mode de régulation. L'identité des terroirs peut être alors agie dans la définition de projets de développement venus d'« en bas ».

* Université de Limoges. Institut d'Etudes Politiques de Paris.

1. Définition du Robert.

2. «Peasants into Frenchmen».

FIN DU LOCAL, FIN DES TERROIRS ?

Le local ne paraît plus avoir sa place dans le mode de développement issu de l'« après-crise », au sein duquel le rural (les « terroirs ») semblent se dissoudre irrémédiablement.

L'après-crise, ou l'illusion du local ?

1. L'émergence du thème du « développement local » est historiquement située. Elle se place au moment où apparaissent les premiers signes de rupture du mode de croissance issu de la deuxième guerre mondiale. Ainsi, ce thème a été lié à une contestation du productivisme, portée par le club de Rome, le mouvement écologiste ou encore les aspirations à « vivre au pays ». Il s'agissait de la recherche d'un mode de développement plus doux économiquement, plus convivial socialement, plus auto-gestionnaire politiquement, et mieux ancré sur l'identité ; ce mode de développement était pour une part résumé par la formule d'E. Schumacher « Small is beautiful » (1977). Une partie de l'opinion portait alors l'idée que la sortie de crise allait se faire dans le sens d'un retrait relatif de la logique des grandes organisations, voire du marché et du profit.

2. Or, l'issue qui se profile à travers le projet « modernisateur » est fort distincte de ces perspectives. L'« après-crise » semble plus proche de Mitsubishi que du Club de Rome... Y a-t-il encore une place pour une agriculture non productiviste dans une économie dominée par la « contrainte externe », c'est-à-dire par une contrainte de compétitivité définie à l'échelon planétaire ? Le local a-t-il encore une place dans un univers qui se mondialise ? Il semble en effet perdre toute autonomie dans des relations sociales structurées de manière croissante par des systèmes de communication et d'échange généraux et non pas particuliers. Le local perdrait ainsi sa spécificité dans un après-crise qui n'est pas ce que nous pensions voici une dizaine d'années.

Dissolution de la ruralité ?

Cette idée a déjà été posée : lorsqu'on l'envisage autrement que comme « ce qui n'est pas urbain », la ruralité apparaît comme un espace doté d'une singularité physique, de modes de vie particuliers, mais aussi d'une culture (celle qui permet ainsi de définir le Sud-Ouest comme « occitan »).

1. Or le « terroir », cette « région envisagée à cause de sa particularité » apparaît, plus que jamais, résiduel. A l'époque moderne, une première déstabilisation — celle envisagée par Eugen Weber pour la période 1870-1914 — a été suivie par une seconde qui a correspondu à la « révolution verte » des années 50 et 60. N'assistons-nous pas aujourd'hui à sa dissolution irrémédiable ?

Celle-ci peut revêtir trois formes. Au plan culturel, les cultures autochtones sont laminées. L'agriculteur, en qui l'on voyait jadis le « gardien des valeurs de la société rurale », ne représente plus qu'une proportion relativement faible des actifs ruraux. Au plan économique, les activités traditionnelles sont marginalisées, et de plus en plus à l'écart des flux de création de la valeur. Au plan démographique enfin, les zones du « rural profond » du Massif Central et de la périphérie continuent de décliner et de vieillir.

2. Si l'on cesse d'analyser les choses en termes de « chute » ou de « perte », et que l'on envisage le rural dans une perspective de la mutation, du changement social,

l'idée d'une dissolution des « terroirs » semble également vérifiée. Il apparaît une nouvelle agriculture, fondée sur la séparation du métier et de la vie familiale. Les communes rurales se peuplent de « rurbains ». Henri Mendras (1984) relève l'« explosion des clubs de troisième âge, porteurs d'un nouveau modèle de sociabilité ». Les nouvelles technologies enfin paraissent homogénéiser les modes de vie urbains et ruraux.

Nous semblons donc ainsi assister, bel et bien, à la véritable « fin des terroirs ». « La Gascogne, c'est fini », déclarait récemment Michel Serres, qui a pourtant été l'un des philosophes du local (3).

Ce n'est toutefois que dans une première approche que l'on peut parler de cette fin du local et des terroirs.

UN MODE DE RÉGULATION PLUS LOCALISÉ, UNE RURALITÉ TRANSFORMÉE PLUTOT QUE RÉVOLUE

La notion de développement local peut être réexaminée à la lumière du nouveau mode de régulation qui apparaît à travers la recherche de solutions à la crise. Et les transformations de la ruralité mettent davantage en cause un type de société rurale que la notion même de société rurale.

Le local dans la nouvelle régulation économique

Un mode de régulation peut être défini comme « une série de mécanismes automatiques et volontaires par lesquels, dans un contexte institutionnel et social donné, la production s'ajuste aux besoins sociaux » (Benassy, Boyer, Gelpi, 1979).

1. L'émergence d'un nouveau mode de régulation obéit effectivement aux logiques signalées ci-dessus (mondialisation, recherche du retour à une croissance plus productive). Mais la crise des régulations traditionnelles de type global (régulations keynésiennes) offre de nouvelles perspectives au développement local. Celui-ci conserve une pertinence au sein même de cette régulation. C'est ainsi moins le local comme tel qu'une certaine conception du local qui est invalidée par les mutations en cours.

2. En effet, le dépassement des oppositions traditionnelles liées au mode de régulation précédent offre de nouvelles perspectives à une approche locale.

Il en va ainsi de l'opposition entre logique publique et logique du marché : l'acte d'investir, la création d'entreprise, s'opèrent dans un environnement local, animé pour une part par une collectivité détentrice de la puissance publique (collectivité locale). De même il en va ainsi de l'opposition entre macro-économie et micro-économie. A la crise des grandes organisations, il est répondu par la recherche d'une meilleure flexibilité. Le rôle positif des petites unités de production dans des périodes d'intense destruction créatrice témoigne dans les faits du regain de la micro-économie. Celui-ci rencontre évidemment la question de la localité. Le dépassement de l'opposition entre production matérielle et services conduit à porter un autre regard sur le caractère « productif » des pratiques d'animation sociale et culturelle, dont H. Mendras (1984) montre l'importance croissante au niveau local. S'agissant enfin de l'opposition entre agriculture et industrie, on peut relever que les nouveaux développements de l'industrie à partir de la biologie renversent le type de relations qui prévalait jusqu'alors entre les secteurs primaire et secondaire. Alors que l'agriculture ne pouvait se développer qu'en étant soumise à l'industrie, c'est celle-ci qui va

3. Dans un entretien à « France-Culture », le 18 mai 1984.

dorénavant se développer en se fondant sur la biologie. Cela ouvre également de nouvelles perspectives au développement local.

Loin d'être englouti par lui, celui-ci prend donc sa place au sein du nouveau mode de régulation qui se définit aujourd'hui.

L'illusion de la fin des terroirs

L'image d'une nouvelle « fin des terroirs » est le reflet d'une conception évolutionniste, qui peut être contestée.

1. Il faut tout d'abord relever les avatars du raisonnement en termes de « fin ». Eugen Weber propose d'analyser la déstabilisation de cette France de l'Ancien Régime, qui, jusqu'à la fin du 19^e siècle, se maintient socialement et politiquement dans les campagnes françaises. En 1914, la France rurale est devenue patriote et républicaine ; elle n'est plus la « France des choses telles qu'elles étaient ». Mais s'agit-il d'une « fin des terroirs » ou d'un autre monde rural, doté d'une densité différente ? La France rurale s'est recomposée ; elle évolue à nouveau avec une grande lenteur après 1920. Avec les années 50 et la « révolution verte », l'image de la « fin des paysans » succède à celle de la « fin des terroirs ». Mais là encore, cette vision peut être contestée : nous avons davantage affaire à un processus de déstructuration/restructuration qu'à une disparition pure et simple. Les mutations de l'espace rural, de l'agriculture, ne signifient pas qu'ils cessent d'exister. Les années récentes sont au contraire marquées par une certaine réhabilitation de la société paysanne, celle du « Cheval d'orgueil ». Elles sont aussi caractérisées par une vision plus active, portée par les mouvements régionaux modernes, tels l'occitanisme au plan culturel ou le mouvement des « pays » au plan économique et institutionnel.

Au début des années 80 apparaît cependant l'image d'une « fin du rural » : sous l'effet de la « rurbanisation », ou de la spécialisation fonctionnelle de vastes zones rurales à des fins de loisirs, l'on assisterait à une soumission totale de la campagne à des logiques urbaines.

Mais cette notion même de « fin » fait nécessairement penser aux deux « fins » précédentes, celle du « rural » succédant à celle des terroirs et à celle des paysans.

Cette image-là, loin d'annoncer une fin prochaine, fait au contraire penser à de la vie et met en cause le paradigme évolutionniste.

2. Il convient donc de dépasser l'opposition entre la vision immobiliste d'une société paysanne inchangée et le postulat évolutionniste, et de la remplacer par une analyse du présent dans ses structures, mais aussi dans ses mouvements et son épaisseur.

L'affirmation de l'identité rurale moderne ne constitue pas plus la résurgence d'une identité passée qu'elle ne manifeste sa dégradation : il s'agit en vérité d'autre chose. Comme le note Eugen Weber lui-même, « les pistoles et les écus étaient moins connus que les francs. Mais en même temps, on adhérait profondément à l'idéologie républicaine ». Plus tard, au début des années 60, les relations de voisinage étaient demeurées très fortes dans le Sud-Ouest ; cela n'était pas contradictoire avec l'achat d'automobiles. Aujourd'hui, si l'on continue souvent d'être faiblement inséré dans des relations de consommation marchande, on bénéficie massivement de ces transferts sociaux qui sont le signe même de la socialisation par la monnaie.

Quant aux mutations de l'espace rural, elles doivent être analysées en termes de modification d'un tissu social.

Comme le relève Jean-Claude Bontron (1984) au sujet de la « rurbanisation », « il faut se méfier d'interprétations par trop idéologiques, pour lesquelles tout développement est urbanisation, le rural étant obligatoirement associé à déclin. Quelle est la part des nouvelles populations d'origine urbaine dans ces communes ? Les arrivants ne sont-ils pas souvent d'anciens ruraux qui font construire sur une parcelle héritée ? ». Les relations familiales ou de voisinage n'ont pas disparu mais se sont transformées. La parentèle s'est territorialement élargie ; elle est ce cadre où les parents sont confrontés au renard tandis que les enfants sont à la fois dans cet imaginaire-là et dans celui qui se structure autour des radios locales captées sur la bande FM.

Par ce tissu vivant, cette société reste pour une part elle-même tout en devenant autre chose : ni certes une société paysanne, ni une société agricole, mais quelque chose qui doit être défini dans une positivité présente et autrement qu'en termes de « fin ». Après 1950, le rural a cessé d'être société paysanne pour devenir « pays ». Et si, aujourd'hui, le rural était... rural ?

Ainsi, et de la même manière que ce n'est que d'une certaine vision du local que découle l'idée selon laquelle la modernisation invalide le développement local, c'est seulement d'une certaine conception de celle-ci que peut découler l'image d'une troisième fin des terroirs.

S'agit-il pour autant de mettre en cause la notion même de modernisation ? Non : il convient en fait de l'infléchir en articulant le développement local et l'identité rurale.

LE DÉVELOPPEMENT LOCAL ET L'IDENTITÉ RURALE PEUVENT CONSTITUER DES MOYENS D'INFLÉCHIR LA MODERNISATION

Ne pas contourner la question de la modernisation

1. La modernisation est classiquement définie par les sociologues comme une série de processus de mobilisation et différenciation. Les premiers consistent en l'accroissement de la mobilité des individus, des groupes ou des biens. Les seconds renvoient à la problématique durkheimienne du passage à la solidarité organique. Ces deux processus s'accompagnent d'un mouvement de recomposition permettant de retrouver formellement des configurations antérieures.

On peut ainsi relever l'exemple de la petite entreprise : si la théorie économique classique repose sur la petite entreprise d'Adam Smith, la théorie de la firme moderne (François Perroux, 1969) postule que seule la grande firme peut avoir des comportements hautement actifs. Logiquement alors, la petite entreprise devrait disparaître. Or c'est le contraire qui se produit : ainsi, aux États-Unis, 89 % des emplois créés depuis 10 ans l'ont été dans des PME. Mais bien sûr, il ne s'agit pas du retour à la petite entreprise d'Adam Smith : nous sommes dans un autre mode de régulation, et la notion de petite entreprise a aujourd'hui un contenu sensiblement différent.

Il en va de même de la notion de « local ». La société locale contemporaine n'est certainement pas le retour à la semi-autarcie des temps passés : elle est incluse dans un cadre plus vaste, qui n'est plus seulement le cadre régional ou national défini par F. Tönnies (1944). Il en va de même de la société rurale, bien éloignée aujourd'hui de la société paysanne de R. Redfield (1965) et d'H. Mendras (1976). Mais cet éloignement ne signifie pas la fin de l'autonomie relative du milieu rural. Le renard, les cèpes et la chasse continuent de structurer le temps et l'imaginaire : mais on

se téléphone.

2. Ainsi, ce n'est pas parce que la société rurale existe en se transformant qu'il n'y a pas de modernisation. Mais il faut remettre cette dernière notion sur ses pieds, c'est-à-dire à sa juste place. Et la modernisation actuelle est davantage une troisième révolution industrielle qu'elle n'est comparable au passage de la société agraire à la société industrielle.

C'est dans le cadre de cette nouvelle révolution industrielle qu'il convient donc de raisonner sur la place, dans l'« après-crise », du local et du rural.

De la régulation économique à la mise en cause sociale

1. Le local et les contradictions du nouveau mode de régulation.

La « modernisation » à laquelle correspond celui-ci a en fait une double face, selon qu'elle est envisagée d'« en haut » ou d'« en bas ». Vue d'en haut, elle correspond à un projet d'élite dirigeante. Parallèlement, elle consiste en un renforcement des systèmes interétatiques (gestion des problèmes monétaires et financiers internationaux sous l'égide du FMI, négociations stratégiques), ainsi qu'en une recentralisation (pouvoir de l'information...).

Mais ce processus se nourrit également de ce qui se joue « en bas ». Économiquement, se structurent d'autres filières productives, d'autres modes de création d'emploi. Socialement, et comme l'attestent les résultats du recensement de 1982 (repeuplement des campagnes), se met en place une autre façon d'habiter et d'articuler l'usage de l'espace et la communication. Culturellement enfin, nous assistons à la fois à l'émergence d'une autre identité et à la remontée des phénomènes communautaires.

2. De ces mouvements venus du « haut » et du « bas » naît le face à face générateur des mises en cause modernes du développement : négociation de nouveaux compromis sociaux liés à la réorganisation du procès de travail, conflits ou actions centrés sur l'appropriation démocratique de la gestion du devenir et de l'espace local, aspirations à l'identité. Dans cette mise en cause, le local peut, à partir des enjeux repérés ci-dessus, donner, comme le montre Alain Touraine (1975), une nouvelle dimension à la conflictualité et aux mouvements sociaux.

Mais un projet venu d'en bas requiert une dynamique culturelle : et nous retrouvons ici la question de la ruralité.

L'identité culturelle

Il s'agit là d'un retour sur la notion de « terroirs », et donc sur la ruralité. La culture revêt ici une double dimension :

1. Il s'agit d'abord d'une culture « en soi », d'une culture de l'ombre. La notion de « résistance à la modernisation » recouvre ainsi ces conduites multiformes, souterraines, par lesquelles les sociétés rurales dépensent leur énergie à tenter de reproduire un certain mode de vie, ou au moins à faire qu'il perde le minimum de sa cohérence. Sur cette culture-là s'ancrent les réseaux de sociabilité, les réseaux familiaux sous-jacents à une part de la rurbanisation (4).

2. De cette culture « en soi », nous distinguerons une culture « pour soi » ; elle ne se situe plus du côté de l'ombre, mais de celui d'une action plus ouverte. La culture est alors

4. Cf. les observations déjà signalées de Jean-Claude Bontron (1984) (II B 2).

ce qui permet à l'acteur social de se définir lui-même (Alain Touraine, 1973) ; elle est à la jonction de l'identité de l'ombre et de l'action collective. Elle ramène à la nouvelle place de l'animation sociale et culturelle dans le monde rural, mais aussi au rôle de la formation, abordé parallèlement dans cette session de la SFER. La formation est une des composantes de ce facteur résiduel de la croissance repéré par les économistes. Et ce facteur (c'est-à-dire la part de la croissance qui n'est pas réductible à l'accroissement quantitatif et qualitatif des facteurs de production) est nécessairement culturel.

Par ce double jeu culturel, l'identité rurale est ainsi un moyen d'infléchir la modernisation.

CONCLUSION

Les « terroirs » ne sont ni éternels ni permanents. Si la permanence peut être définie par la constance, c'est-à-dire comme ce qui demeure sans discontinuer ni changer, alors les terroirs sont moins marqués par des permanences que par des rémanences. En physique, les rémanences sont ce qui reste, ce qui subsiste après la disparition d'un champ magnétique inducteur. Ces restes, c'est-à-dire ce qui demeure d'un ensemble dont une ou plusieurs parties ont été retranchées, peuvent ainsi être définis comme la différence dont sont porteuses les ruralités.

Mais si dans cette différence réside aussi l'identité, celle-ci doit être articulée avec la modernité. Comme nous l'avons vu, le projet modernisateur n'a pas un contenu neutre. Son orientation résulte du face-à-face dynamique entre le « haut » et le « bas », dont le développement local est l'un des vecteurs.

Localité, ruralité : le débat n'est pas tranché, mais nourri par les nouvelles structurations spatiales qui se dessinent à travers les deux derniers recensements.

Les flux démographiques expriment en fin de compte ces myriades d'orientations culturelles qui, à l'échelle individuelle, attestent des mutations d'une société en même temps qu'elles les produisent. Avec leurs pieds... ou avec leurs roues, mais aussi avec leur fécondité et l'utilisation de leur parentèle, les ménages ruraux d'aujourd'hui nous montrent que l'après-crise n'est pas une « troisième fin des terroirs ».

BIBLIOGRAPHIE

- BENASSY J.P., BOYER R., GELPI R.M. (1979). - Régulation des économies capitalistes et inflation. In : *Revue Économique*, mai 1979.
- BONTRON J.C. (1984). - Un renversement de tendances : la campagne se repeuple. In : *Aménagement et Nature*, n° 72, 1984.
- MENDRAS H. (1976). - *Sociétés paysannes*. Paris, A. Colin.
- MENDRAS H. (1984). - L'agriculture moderne doit s'intégrer au monde rural. In : *Le Monde*, 31 juillet 1984.
- MINC A. (1982). - *L'après-crise est commencé*. Paris, Gallimard.
- PERROUX F. (1969). - *L'économie du XXe siècle*. Paris, PUF.
- REDFIELD R. (1965). - *Peasant society and culture*. University of Chicago Press.
- SCHUMACHER E. (1977). - *Small is beautiful*. Paris, Le Seuil.
- TONNIES F. (1944). - *Communauté et société*. Paris, Retz PUF.
- TOURAIN A. (1973). - *Production de la société*. Paris, Le Seuil.
- TOURAIN A. (1975). - Les nouveaux conflits sociaux. In : *Sociologie du travail*, n° 1, 1975.
- WEBER E. (1983). - *La fin des terroirs*. Paris, Fayard/Recherches.